



Revue de presse



Mercredi 04 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[APN: Faïd présente le projet de loi de finances rectificative 2023](#)



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023, qui comprend des dispositions visant à prendre en charge les dépenses ordinaires supplémentaires induites par les mesures prises par les autorités publiques pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, renforcer la sécurité alimentaire et appuyer le programme d'investissement public dans certaines wilayas.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

PLFR 2023: des députés saluent les mesures et dispositions introduites

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, mardi à Alger, les mesures et dispositions contenues dans le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023, visant à préserver le caractère social de l'Etat et à booster le développement économique, mettant en relief l'importance de soutenir davantage le pouvoir d'achat du citoyen.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Tenue du Forum économique algéro-tunisien: Nouveau départ du partenariat bilatéral



Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a coprésidé, mardi à Alger, l'ouverture du Forum économique d'affaires algéro-tunisien aux côtés du chef du Gouvernement tunisien, Ahmed Hachani, soulignant que cette rencontre marquera un nouveau départ pour le partenariat bilatéral dans différents domaines.

M. Faïd présente le projet de loi de finances rectificative 2023 : Renforcement de la sécurité alimentaire et appui À l'investissement public



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, hier à l' APN, le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023, qui comprend des dispositions visant à prendre en charge les dépenses ordinaires supplémentaires induites par les mesures prises par les autorités publiques pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, renforcer la sécurité alimentaire et appuyer le programme d'investissement public dans certaines wilayas.

PLFR-2023 : Des députés saluent les mesures et dispositions introduites

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué hier les mesures et dispositions contenues dans le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023, visant à préserver le caractère social de l'Etat et à booster le développement économique, mettant en relief l'importance de soutenir davantage le pouvoir d'achat du citoyen.



Approvisionnement de l'UE en gaz au premier trimestre 2023 : Le quota de l'Algérie en hausse de 7%

L'approvisionnement du continent européen en gaz, notamment à l'approche de l'hiver, demeure un sujet d'une brûlante actualité. Très offensive dans ce registre, l'Algérie enregistre des performances à saluer, et voit ses exportations gazières à l'Europe progresser de 7% durant le premier trimestre 2023. Une statistique qui la propulse au 3e rang, derrière respectivement la Norvège et la Russie, selon les données Eurostat.



Les grands axes du PLFR présentés par Laaziz Faid

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présenté ce mardi le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023, à l'Assemblée populaire nationale (APN). Les prévisions de recettes et des dépenses sont revues à la hausse.



Projet de loi de finances rectificative 2023 : Avis mitigés des députés

Les mesures prises pour la préservation du pouvoir d'achat des Algériens ont été saluées par les députés de la Chambre basse du Parlement, à l'occasion du débat sur le projet de loi de finances rectificative 2023, présenté ce mardi par le ministre des Finances.



Foncier économique: Le cahier des charges arrive

Très attendu par les opérateurs économiques, le cahier des charges relatif à l'exploitation du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation des projets d'investissement est presque ficelé. Ce dossier, qui revêt une importance capitale sur le plan de la dynamisation des investissements, a été au centre des débats lors d'une plénière du Conseil de la nation, lundi dernier, et le ministre des Finances, Laaziz Faid, a affirmé dans ce contexte que le cahier des charges en question est en voie de finalisation, et qu'il sera bientôt soumis au secrétariat général du gouvernement pour débat lors de l'examen des textes d'application de cette loi.

Projet de loi de finances rectificative 2023 : Soutenir le pouvoir d'achat des ménages



Les dispositions incluses dans le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023 tendent, en somme, à soutenir le pouvoir d'achat des ménages, à consolider la sécurité alimentaire, outre l'appui des projets d'investissement public au profit des différentes wilayas. C'est ce qui ressort de l'intervention du ministre des Finances, Laâziz Faïd, lors d'une séance plénière consacrée, ce mardi, à la présentation et au débat sur le PLFR-2023.



Le projet de loi de finances rectificative devant l'APN

Les députés s'assent

Plusieurs articles renforcent le pouvoir d'achat de la majorité des citoyens.

L'Assemblée populaire nationale (APN) a repris, hier, mardi, ses travaux lors d'une séance plénière consacrée à l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 2023.

[Le président de la république reçoit le représentant des travailleurs](#)

[Le pouvoir d'achat est une ligne rouge](#)

La question du salariat en Algérie reste l'une des priorités de l'Exécutif.

Le président de la République a reçu, hier, Amar Takdjout, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta). L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la présidence de la République, Mohamed Ennadir Larbaoui. Intervenant au lendemain d'un Conseil des ministres qui a entériné d'importantes décisions en faveur des étudiants, des imams, des agriculteurs et des catégories sociales les plus faibles, cette rencontre conforte l'engagement du président Tebboune de consolider, au mieux, le caractère social de l'État.



[APN : Faïd présente le projet de loi de finances rectificative 2023](#)



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023, qui comprend des dispositions visant à prendre en charge les dépenses ordinaires supplémentaires induites par les mesures prises par les autorités publiques pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, renforcer la sécurité alimentaire et appuyer le programme d'investissement public dans certaines wilayas.



APN: Laaziz Faïd présente le projet de loi de finances rectificative 2023

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, hier à l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023 qui comprend des dispositions visant à prendre en charge les dépenses ordinaires supplémentaires induites par les mesures prises par les autorités publiques pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, renforcer la sécurité alimentaire et appuyer le programme d'investissement public dans certaines wilayas.



Présentation du projet de loi de finances rectificative 2023 à l'APN: maintenir le pouvoir d'achat et soutenir les investissements publics

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté à l'Assemblée populaire nationale (APN) le projet de la loi de finances rectificative pour l'année 2023.

Ce projet vise principalement à prendre en charge les dépenses courantes additionnelles résultant des mesures prises par les autorités publiques. L'objectif est de maintenir le pouvoir d'achat des ménages, de renforcer la sécurité alimentaire et de soutenir les investissements publics dans certaines régions.

المجلس الشعبي الوطني: فايد يعرض مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023



عرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء، بالمجلس الشعبي الوطني، مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، الذي تضمن أحكاما تهدف للتكفل بالنفقات العادية الإضافية المرتبطة أساسا بتدابير اتخذتها السلطات العمومية، بهدف الحفاظ على القدرة الشرائية للأسر وتدعيمها، تعزيز الأمن الغذائي، ودعم برنامج الاستثمار العمومي لفائدة بعض الولايات.

مشروع قانون المالية التصحيحي 2023: نواب يثمنون التدابير والاجراءات المدرجة

ثمن عدد من نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، التدابير والاجراءات التي جاء بها مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، التي تعنى بالحفاظ على الطابع الاجتماعي للدولة ودفع عجلة التنمية الاقتصادية، مبرزين أهمية ايلاء المزيد من الدعم للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن.

فايد يعرض مشروع قانون المالية التصحيحي أمام النواب

تدابير لتدعيم القدرة الشرائية للأسر

- ارتفاع في إيرادات ميزانية الدولة بحوالي 13 %
 - الإبقاء على نفس السعر المرجعي الجبائي وسعر برميل النفط
 - لجنة المالية تدعو إلى تعزيز نظام الرقابة بالإدارات العمومية
- عرض وزير المالية لعزیز فايد بالمجلس الشعبي الوطني، أمس، مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، الذي تضمن أحكاما تهدف للتكفل بالنفقات العادية الإضافية المرتبطة أساسا بتدابير اتخذتها السلطات العمومية، بهدف الحفاظ على القدرة الشرائية للأسر وتدعيمها، وكذا تعزيز الأمن الغذائي، ودعم برنامج الاستثمار العمومي لفائدة بعض الولايات.



تدابير جديدة للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن

وزير المالية يعرض مشروع قانون المالية التصحيحي بالبرلمان



ارتفاع في نسبة النمو الاقتصادي والعجز الإجمالي للخزينة يتراجع

رئيس لجنة المالية والميزانية بغيجة سعد لـ "الاتحاد": قانون المالية التصحيحي يهدف للمحافظة على القدرة الشرائية للمواطن

كشف وزير المالية لعزیز فايد، أمس، عن تدابير جديدة اتخذتها السلطات العمومية، بهدف الحفاظ على القدرة الشرائية للأسر وتدعيمها، وتعزيز الأمن الغذائي، ودعم برنامج الاستثمار العمومي لفائدة بعض الولايات.



إعفاء الصوجا من الرسوم الجمركية.. و1.5 مليار غرامة على كل شركة ترفض تقديم وثائق للضرائب

سيتم توسيع التخفيض من نسب الرسوم الجمركية والرسم على القيمة المضافة المفروضة على اللحوم المستوردة من الخارج، لتشمل مادة الصوجا بأثر رجعي اعتبارا من جانفي الماضي وإلى غاية نهاية ديسمبر من العام الداخل.



الإجراء يدخل حيز التنفيذ بمجرد صدور النصوص التنظيمية

خفض هامش الربح إلى النصف لسكنات الصيرفة الإسلامية

يُرتقب أن ينخفض هامش ربح تمويل السكن إلى ما يقارب النصف، بعد صدور النصوص التنظيمية الخاصة بتخفيض الرسوم على الصيرفة الإسلامية، ويتعلق الأمر بعمليات تمويل السكنات وكافة أشكال العقار، حيث سينخفض هامش الربح، على سبيل المثال، بالقرض الشعبي الجزائري من 5.75 بالمائة إلى 3 بالمائة.



عقب تخفيض الحقوق الجمركية على وارداتها بـ25 بالمائة

توقع تراجع أسعار اللحوم الحمراء بنحو 40 بالمائة

أعلن وزير المالية لعزير فايد عن إجراءات جديدة للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين وتحديد ما تعلق بأسعار لحوم الأبقار والأغنام، إضافة لرؤوس الأبقار الحية المستوردة من الخارج، من خلال تخفيض الحقوق الجمركية من 30 إلى 5 بالمائة، وسط توقعات بتراجع الأسعار بنحو 40 بالمائة.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2023 PRÉSENTÉ À L'APN

Les députés face à l'argument du pouvoir d'achat

Le ministre des Finances, Laziz Faid, a présenté hier en plénière le projet de loi de finances rectificative 2023 devant les membres de l'APN. La séance de la deuxième journée, aujourd'hui, sera consacrée à la poursuite des débats et aux réponses du ministre des Finances. Demain sera le tour des questions orales avant de passer à la tenue d'une séance en plénière dimanche prochain pour le vote du projet de loi. Le projet de loi de finances rectificative 2023 prévoit, faut-il le rappeler, une hausse des recettes budgétaires de près de 13% pour atteindre le niveau de 8926 milliards de dinars, et une augmentation des dépenses à plus de 14706,8 milliards, soit une hausse de 6,7% par rapport à la loi initiale. L'origine de ces choix ? Le gouvernement affirme que ce projet « comprend des dispositions visant à prendre en charge les dépenses ordinaires supplémentaires induites par les mesures prises par les autorités publiques pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, renforcer la sécurité alimentaire et appuyer le programme d'investissement public dans certaines wilayas ». « L'économie nationale observe une amélioration des équilibres interne et externe, en raison de la hausse des prix du pétrole qui ont atteint le niveau de 81 dollars en moyenne durant l'année 2023 », peut-on y lire. Selon le ministre, ces données ont été établies sur la base des dernières prévisions affichées dans le plan à moyen terme (PMT 2023-2027) de la compagnie nationale Sonatrach, soit sur la base d'un prix de référence (fiscale) du baril de pétrole brut à 60 dollars et du prix du marché du baril de pétrole brut à 70 dollars, qui restent inchangés. Aussi a-t-il indiqué que le PLFR prévoit une hausse des recettes exceptionnelles à 1410 milliards de dinars, dont 848 milliards proviennent de Sonatrach et 400 milliards des dividendes de la Banque d'Algérie. S'agissant de la croissance économique, il est attendu en 2023 une croissance de 5,3%, contre 4,1% prévue dans la loi de finances initiale pour 2023, tirée princi-

palement par le secteur des hydrocarbures (+6,1%). La croissance du PIB hors hydrocarbures se situe, quant à elle, à 4,9%. La balance des paiements devra enregistrer un excédent de 7,1 milliards de dollars, soit une hausse de 3,4% du PIB, contre le montant de 5,7 milliards prévu dans la loi initiale. L'amélioration de la balance de paiement est donc la conséquence de la hausse du solde de la balance commerciale, qui passe ainsi de 9,4 milliards de dollars à 11,3 milliards. L'Exécutif mise sur l'augmentation des exportations globales, qui doivent atteindre le niveau de 52,8 milliards de dollars, soit une hausse de 6,5 milliards durant ses premières prévisions. La valeur des exportations des hydrocarbures devrait atteindre 47,5 milliards de dollars, contre 38,8 milliards initialement. Le pays a enregistré une hausse du volume des exportations des hydrocarbures. Tandis que les importations devraient connaître aussi une augmentation de leur valeur pour atteindre le niveau de 41,5 milliards de dollars, soit une croissance de 12,5% par rapport aux prévisions initiales de la LF-2023. La commission des finances et du budget a souligné, dans son rapport préliminaire soumis par le rapporteur de la commission, Mahfoud Houas, la nécessité d'accélérer la numérisation du secteur des finances à travers un système d'informations financier, qui permette de disposer des données économiques et financières pour établir les prévisions dans les projets de lois de finances. Elle a également mis en exergue la nécessité de développer les compétences et les capacités des ressources humaines en matière de pensée stratégique, financière et administrative, et d'améliorer la performance et la capacité d'initiative, tout en croisant et actualisant le système comptable qui permettra d'évaluer les dépenses de chaque programme et définir son budget. La commission a également appelé à renforcer le système de contrôle au niveau des administrations et des services publics, à rationaliser les ressources budgétaires, avec l'élar-

gissement de l'assiette fiscale et la maîtrise des dépenses publiques. Il est à noter que le PLFR-2023 ne mentionne pas la part des dépenses de fonctionnement et celles des dépenses d'équipement. Ce projet de loi fait ressortir, selon nos calculs, un déficit budgétaire qui s'élève à 5700,8 milliards de dinars, les recettes budgétaires prévues étant de 8926 milliards et les dépenses de 14706,8 milliards. Le déficit budgétaire s'est creusé durant ces trois dernières années. Il était de 3087 milliards de dinars en 2022 (-11,1% du PIB), contre 2270,9 milliards en 2021 (-10,3% du PIB). A noter, par ailleurs, qu'au titre des transferts de crédits opérés à partir de la dotation « crédits non assignés », les autorisations d'engagement (AE) sont fixées à 1851,97 milliards de dinars et les crédits de paiement (CP) à 1373,42 milliards. (Que veut-on bien dire par « crédits non assignés » ? Il y a lieu de remarquer que le budget du ministère des Finances a atteint, pour ce qui est des autorisations d'engagement, le montant de 4 052 838 851 802 DA et, pour le crédit de paiement, le niveau de 2 437 982 644 110 DA. Il s'agit là du montant le plus important par rapport à ceux des autres départements. Le second étant celui du ministère de la Défense, avec une autorisation d'engagement d'un montant de 2 636 000 000 000 DA et un crédit de paiement de 2 636 000 000 000 DA. Suivi par le secteur de l'Éducation avec respectivement 1 344 722 485 000 DA (autorisation d'engagement) et 1 345 840 110 000 DA (crédits de paiement), et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire avec 1 205 347 942 000 DA (autorisation d'engagement) et 1 209 695 142 000 DA (crédits de paiement). Les crédits non assignés y sont-ils pour quelque chose ? Le montant total du ministère des Finances s'élève à 4 052 838 851 802 DA (autorisation d'engagement) dont 2 793 951 279 802 sont la part des crédits non assignés. Pourquoi ?

Ali Benyahia

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2023

Les députés saluent les dispositions

Les membres de l'Assemblée populaire nationale ont entamé, hier mardi, les débats autour du projet de loi de finances rectificative pour l'année en cours.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Plus d'une centaine de députés, 115 exactement, se sont inscrits pour prendre part aux débats autour du projet de loi de finances rectificative pour l'année 2023. Des débats entamés, hier mardi, et qui devront se poursuivre ce mercredi avant que le ministre des Finances ne réponde aux questions et autres interrogations des intervenants.

Des députés qui, quasi-majoritairement, ont salué les mesures contenues dans ce texte qui prévoit, selon Laazi Faïd qui présentait le projet de loi, que les recettes budgétaires devraient passer de 7 901,9 milliards de dinars selon la loi de finances 2023, à 8 926,0 milliards de dinars, soit une hausse de 12,97 % par rapport aux prévisions contenues dans la loi de finances de 2023. Les recettes budgétaires devraient, elles aussi, enregistrer une augmentation grâce notamment à une hausse de la fiscalité pétro-

lière, de 557,8 milliards de dinars, atteignant 3 856,3 milliards de dinars contre 3 298,5 milliards de dinars que prévoit la loi de finances 2023.

Une évolution induite, ajoute le ministre, par la révision des prévisions affichées dans le plan à moyen terme (PMT 2023-2027) de la compagnie nationale Sonatrach qui devra commercialiser 171,3 millions de TEP, enregistrant, de ce fait, une hausse de 6% par rapport aux quantités commercialisées l'année écoulée. Et les recettes devraient réaliser également des hausses, puisqu'il est attendu qu'elles atteignent 1 410 milliards de dinars dont 948 milliards de dinars provenant de la Sonatrach et 400 milliards de dinars des dividendes de la Banque d'Algérie.

Et le plus significatif à relever, souligne Faïd, est que ces prévisions de recettes budgétaires ont été établies sur la base d'un prix de référence (fiscal) du baril de pétrole brut et le prix de marché inchangés

puisque demeurés respectivement à 60 dollars et à 70 dollars, comme dans la loi de finances 2023.

Quant aux dépenses budgétaires, elles subiraient une hausse de 6,7% par rapport à ce qui était prévu dans la loi de finances 2023 puisqu'elles totaleraient les 14 706,8 milliards de dinars dans le projet de la loi de finances rectificative pour 2023, contre 13 796,8 milliards de dinars dans la loi de finances 2023.

S'agissant des transferts de crédits opérés à partir de la dotation «crédits non assignés», un total d'autorisation d'engagement (AE) a été fixé à 1 551,97 milliards de dinars et de 1 373,42 milliards de dinars au titre de crédits de paiement (CP). Des dotations destinées à la prise en charge des diverses actions décidées par les pouvoirs publics, notamment l'augmentation des traitements des fonctionnaires issue de la révision des grilles des points indiciaires (578,91 milliards de dinars), du programme de renforcement des capacités de stockage national des céréales (328,55 milliards de dinars)

et 228,55 milliards de dinars en CP, l'inscription et la réévaluation des opérations relevant du secteur des travaux publics pour un montant global de 246,22 milliards de dinars en AE et 199,77 milliards de dinars en CP, qui comprend principalement les projets phosphate intégré (PPI) et la ligne minière Béchar-Tindouf (Gara Djebilet), la prise en charge des dégâts causés par les intempéries ainsi que d'autres projets au niveau des différentes wilayas.

Quant à la balance des paiements, le ministre des Finances s'attend à ce qu'elle affiche cette année un solde positif de +7,1 milliards de dollars contre 5,7 milliards de dollars (3,3% du PIB) prévu dans la loi de finances initiale pour 2023. Un excédent qui résulte, explique-t-il, de l'amélioration du solde de la balance commerciale de 1,9 milliard de dollars, passant de 9,4 milliards de dollars prévu dans la loi de finances 2023 à 11,3 milliards de dollars prévu dans le projet de loi de finances rectificative 2023.

Par ailleurs, ce projet de loi de

finances rectificative 2023 prévoit une hausse des exportations de biens qui devraient atteindre en 2023 une valeur de 52,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,5 milliards de dollars alors que la loi de finances 2023 table sur des exportations de l'ordre de 46,3 milliards de dollars. Aussi, la hausse des quantités d'hydrocarbures à exporter en 2023 a induit une hausse des recettes d'hydrocarbures qui devraient passer de 38,8 milliards de dollars à 47,5 milliards de dollars, alors que les importations de biens devraient augmenter de 12,5% par rapport à la loi de finances, pour atteindre 41,5 milliards de dollars.

L'économie nationale enregistrerait une croissance de 5,3% du produit intérieur brut, contre 4,1% prévu dans la loi de finances pour 2023, tirée principalement par l'accroissement du secteur des hydrocarbures, de +6,1%. Ceci, au moment où le PIB hors hydrocarbures (PIB-HH) se situerait à 4,9% dans ce projet de loi de finances rectificative 2023.

M. K.

Loi de finances rectificative 2023 Le projet de loi devant l'APN

Le ministre des Finances, Laurent Faid, a présenté, mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2023, qui comprend des dispositions visant à prendre en charge les dépenses ordinaires supplémentaires induites par les mesures prises par les autorités publiques pour préserver le pouvoir d'achat des ménages, renforcer la sécurité alimentaire et appuyer le programme d'investissement public dans certaines wilayas.

Présentant le projet de loi devant les membres de l'APN lors d'une plénière présidée par Belkacem Bougheul, président de l'institution, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Aouani M. Faid a indiqué que le PLFR 2023 prévoit une hausse des recettes budgétaires de l'Etat de près de 13%, pour atteindre près de 9000 milliards (mrd)

de DA, et une augmentation des dépenses à plus de 14.700 mds de DA (+6,7%).

Au titre des mandats de crédits opérés à profit de la dotation "crédits non assignés", les autorisations d'engagement (AE) sont fixées à 1.651,97 mds de DA et les crédits de paiement (CP) à 1.373,42 mds de DA.

Selon le ministre, ces données ont été établies sur la base des dernières prévisions affichées dans le plan à moyen terme (PMT 2023-2027) de la compagnie pétrolière Sonatrach, soit sur la base d'un prix de référence (fiscol) du brut de pétrole brut à 60 dollars et du prix du marché du brut de pétrole brut à 70 dollars, qui restent inchangés. Le projet de loi de finances rectificative 2023 prévoit également une hausse des recettes exceptionnelles à 1.410 mds de DA, dont 848 mds de DA provenant de Sonatrach et 400 mds de DA des dividendes de

la Banque d'Algérie. Le PLFR prévoit aussi une hausse des exportations de biens, qui devraient atteindre en 2023 une valeur de 52,8 mds de dollars, soit une augmentation de 6,5 mds de dollars par rapport aux projections de la Loi de Finances 2023, selon le ministre.

Quant aux importations de biens, elles devraient atteindre 41,5 mds de dollars (+12,5%).

En ce qui concerne la croissance économique, il est attendu en 2023 une croissance de 5,3%, contre 4,1% prévue dans la loi de finances initiale pour 2023, tirée principalement par le secteur des hydrocarbures (+6,3%).

La croissance du PIB hors hydrocarbures se situe, quant à elle, à 4,9% dans le PLFR 2023.

La commission des finances et du budget a souligné, dans son rapport préliminaire soumis par le rapporteur de la commission, Mouloud Houas, la nécessité d'accélérer la numérisation

du secteur des finances à travers un système d'information financière qui permette de disposer des données économiques et financières pour établir les prévisions dans le projet de loi de finances.

Elle a également mis en exergue la nécessité de développer les compétences et les capacités des ressources humaines en matière de pensée stratégique, financière et administrative et d'améliorer la performance et la capacité d'efficacité, tout en œuvrant à actualiser le système comptable qui permette d'évaluer les dépenses de chaque programme et de définir son budget. La commission a également appelé à renforcer le système de contrôle au niveau des administrations et des services publics, à rationaliser les ressources budgétaires, avec l'alignement de l'assiette fiscale et la maîtrise des dépenses publiques.

عرض مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023 .. هايد، الحفاظ على القدرة الشرائية للأسر الجزائرية وتدعيمها

تعزيز الأمن الغذائي ودعم برنامج الاستثمار العمومي



وزير المالية لعزیز هايد، ووزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار، أن هذا المشروع جاء بالإنابة عن دعم الاستثمار في هذا الإطار، فمن النائب زعيم حمزة (جبهة التحرير الوطني) سياسة رفع الأجور التي تحفظ كرامة المواطن، داعيا إلى تدعيم أكبر المواد الاستهلاكية. وحث النائب عيسى بن شرافة (التجمع الوطني الديمقراطي) القرارات الأخيرة لرئيس الجمهورية (في مجلس الوزراء)، لاسيما ما تعلق بدعم الفلاحين، مؤكدا على أهمية تحفيز المتعاملين والمكثفين بالضرورة لتسديد الضرائب في الأجل المحدد. القانون، تبرز حرص الدولة على تحقيق قدرة نوعية في مجال التنمية الاجتماعية، مثلنا أيضا التدابير المتعلقة بإنشاء صوامع الحبوب لتعزيز القدرات الوطنية في هذا المجال وضمان الأمن الغذائي من جهته، نوه النائب عفيف باهيلة (حركة مجتمع السلم) بتحسين بعض المؤشرات الاقتصادية في مشروع القانون، كارتفاع الإيرادات ومعدل النمو الاقتصادي، التي جانب تعزيز بعض الإجراءات الاجتماعية مثل رفع المعونة المخصصة للضمان والمعاقين. ولعن النائب محمد منور بن شريف (جبهة المستقبل)، القرارات والتدابير التي جاء بها المشروع والهادفة إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم المواد الأساسية. كما دعا إلى التحكم أكثر في ارتفاع الأسعار. ودعا فنيي عبد الله (الأحرار) إلى ضبط أكبر للإحصائيات من أجل إعطاء أرقام دقيقة تخص كل القطاعات، لافتا إلى ضرورة إعادة النظر في النظام التنويسي للمتبعين المحليين.

من جانبه سيسجل الناتج الداخلي الخام خارج قطاع المحروقات، نموًا بنسبة 4,9٪، وأكسده لجنة المالية والميزانية في تقريرها التمهيدي المعروض من طرف منور الجنتة. محفوظ حواس، على ضرورة الإسراع في رقمنة قطاع المالية عن طريق إنجاز النظام المعلوماتي المالي، بما يسمح باستعداد المعطيات الاقتصادية والمالية السليمة لتحديد التقديرات المعتمدة في مشاريع قوانين المالية. كما أبرزت ضرورة تطوير مهارات وقدرات الموارد البشرية في مجال الفكر الاستراتيجي والفكر المالي والإداري وتحسين الأداء والقدرة على المبادرة، مع العمل على تحديث النظام المحاسبي الذي يسمح بتقدير تكاليف كل برنامج ووضع ميزانيته. ودعت اللجنة أيضا إلى تعزيز نظام الرقابة على مستوى كل المصالح والإدارات العمومية، وكذا استغلال وتوسيد موارد الميزانية، مع توسيع الوعاء الضريبي والتحكم في النفقات العمومية.

نواب يثمنون التدابير والإجراءات المدرجة

ثمن عدد من نواب المجلس الشعبي الوطني، أسس التدابير والإجراءات التي جاء بها مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، التي تضمنت بالحفاظ على المطامح الاجتماعي للدولة ودعم عجلة للتنمية الاقتصادية. ميزتين أهمية إيلاء المزيد من الدعم للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن. وأوضح النواب، خلال جلسة علنية خصصت لعرض ومناقشة مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، برئاسة رئيس المجلس إبراهيم بوعالي، وحضور

عرض وزير المالية لعزیز هايد، أمس الثلاثاء، بالمجلس الشعبي الوطني، مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، الذي تضمن أحكاما تهدف للتكفل بالثقلات العادية الاضائية المرتبطة أساسا بتدابير اتخذتها السلطات العمومية، بهدف الحفاظ على القدرة الشرائية للأسر وتدعيمها، وتعزيز الأمن الغذائي، ودعم برنامج الاستثمار العمومي القائدة بعض الولايات.

لدى عرضه مشروع القانون أمام نواب المجلس في جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس إبراهيم بوعالي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار، أكد هايد أن مشروع القانون يرتبط ارتباطا في إيرادات ميزانية الدولة بحوالي 13٪، لتصل إلى قرابة 9000 مليار دج كما يتوقع ارتفاع للنفقات إلى أكثر من 14.700 مليار دج (26,7+). وبلغت التحويلات من حساب الاعتمادات غير المخصصة المدرجة ضمن النفقات غير المتوقعة لشاشدة مختلف محافظ البرامج، 1.651,97 مليار دج فيما يخص رخصة الائتزام، و1.375,42 مليار دج بالنسبة لاعتمادات الدفع.

وبينت هذه المعطيات، بحسب الوزير، تماشيا وأخر تقديرات المخطط متوسط المدى لسنوات 2023-2027)، مع الإبقاء على نفس مستوى السعر المرجعي (الجياني) وعلى سعر السوق لبرميل النفط الخام عند 60 و70 دولارا للبرميل على التوالي. ومن المتوقع تسجيل ارتفاع في الإيرادات الاستثنائية إلى 1410 مليار دج منها 848 مليار دج من سوناطراك و400 مليار دج من أرباح بنك الجزائر.

في سياق متصل، يتوقع مشروع القانون أن يسجل ميزان المدفوعات برسم العام الجاري، فائضا يصل إلى 7,1 مليار دولار، مقارنة بـ 5,7 مليار دولار في تقديرات قانون المالية لسنة 2023.

وبالنسبة للمصارف- أوتجح السيد هايد أنها ستسجل ما قيمته 52,8 مليار دولار في 2023، بزيادة قدرها 6,5 مليار دولار مقارنة بتقديرات قانون المالية 2023، فيما يرتقب أن تصل واردات السلع إلى 41,5 مليار دولار (+212,5).

واستنادا إلى مشروع القانون التصحيحي، يتوقع أن يبلغ معدل النمو الاقتصادي 3,3٪ خلال السنة الجارية، مقابل 4,1٪ بحسب تقديرات قانون المالية لسنة 2023، مدفوعا أساسا بنمو قطاع المحروقات (+26,1).



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger